

Les subsides

Or, que s'est-il passé? Le gouvernement n'a rien fait de ce qu'il avait dit. Le soir du budget, les quelque 600 travailleurs des usines d'eau lourde ont allumé leur poste pour écouter le ministre des Finances (M. Wilson) faire son exposé budgétaire dans lequel il leur apprenait, en quelques mots, qu'ils avaient perdu leur emploi. Quelle mesure honteuse, dure et cruelle! Même si le gouvernement était convaincu de devoir fermer les usines, il aurait pu s'inquiéter davantage des personnes concernées. Il y avait d'autres façons d'agir que de les laisser allumer leur télévision ce soir-là pour entendre le ministre des Finances leur dire, sans la moindre explication et sans le moindre semblant de gêne, que c'en était fini de leur emploi et dans bien des cas de leur foyer dans ces communautés. Cette dureté, cette cruauté sont typiques de multiples décisions du gouvernement.

M. Boudria: Quelle honte!

M. Murphy: Ce n'est pas seulement le gouvernement actuel. Comme je le disais en introduction, il ne s'agit pas simplement du gouvernement conservateur. Les libéraux ne sauraient prétendre, malgré les interjections du député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria), que ces problèmes sont nouveaux.

J'aimerais revenir à certaines des préoccupations que j'ai entendu formuler dans le Canada atlantique. J'ai écrit à plusieurs ministres pour leur en faire part. J'ai par exemple écrit au ministre des Transports (M. Mazankowski) pour lui parler de la Sydney Steel Corporation et des commandes du CN confiées à des entreprises européennes. Ce n'était pas nouveau. Les problèmes de la Sydney Steel remontent à des années. Quand les libéraux étaient au gouvernement, nous les avons interrogés sur Sydney Steel. Nous leur avons demandé où étaient les crédits de la phase 2 et quand ils allaient traduire leurs engagements en actes concrets. Nous attendons toujours ces mesures concrètes. Les précédent gouvernement libéral nous a promis—comme le fait actuellement le gouvernement conservateur—des crédits pour la phase 2, mais les habitants de Sydney attendent toujours. On leur a dit que la décision s'en venait. On le leur a dit en septembre et en octobre. On leur a dit qu'il y aurait une décision avant la fin octobre, puis que ce serait avant la fin novembre. Mais cette décision se fait toujours attendre. La précédente administration libérale et l'actuelle administration conservatrice ont abondamment discoursé sur Sydney Steel, mais n'ont rien fait de concret.

J'ai aussi écrit à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) pour lui parler des travailleurs licenciés des usines d'eau lourde du Cap-Breton. Une bonne partie des problèmes que connaissent ces gens-là ne sont pas simplement la conséquence des nouvelles mesures des conservateurs en matière d'assurance-chômage. Ils sont aussi la conséquence des restrictions apportées au programme d'assurance-chômage par le précédent gouvernement libéral, sur les traces duquel marche maintenant le gouvernement conservateur.

J'ai écrit à de nombreux ministres. J'ai par exemple écrit au premier ministre (M. Mulroney) et au ministre du Revenu national (M. MacKay). J'ai écrit au ministre des Transports pour lui parler de CN Marine et des compressions d'effectifs à North Sydney. J'ai écrit au ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) et au ministre des Finances. J'ai écrit des quantités de lettres, comme celle que j'ai adressée au ministre du Revenu national à propos des employés de l'usine d'eau lourde. J'ai essayé de leur expliquer que ces gens-là avaient de graves problèmes. Ce ne sont pas des problèmes nouveaux. Personne ne prétend qu'ils ont surgi le 4 septembre 1984, lors de l'élection du gouvernement conservateur. A l'heure qu'il est, le gouvernement conservateur prend des décisions très pénibles, pénibles pour ceux qui participent à ces programmes. C'est la poursuite d'années d'indifférence à l'égard de l'expansion économique régionale. Il faut se rappeler que les libéraux ont été au pouvoir pendant la plus grande partie de cette période.

Pour la région atlantique, le moment le plus pénible a été la décision du gouvernement libéral de supprimer le ministère de l'Expansion économique régionale. Les services du ministère ont été intégrés à ceux d'un nouveau, et à ce moment-là, comme l'ont fait d'autres, j'ai expliqué qu'en définitive, les régions périphériques telle la région atlantique, seraient privées d'aide financière aux profit des grands centres industriels. En somme, le cœur du pays continuerait de se développer pendant que les régions périphériques seraient laissées pour compte. Nous en sommes témoin aujourd'hui.

J'ai assisté en tant qu'observateur à la conférence des premiers ministres. Les premiers ministres conservateurs de la région atlantique ont soutenu que les fonds consacrés au développement régional ne croissaient pas aussi rapidement que les autres dépenses gouvernementales. C'est ce qu'ils ont dit au ministre des Finances, au premier ministre et à d'autres dont la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Ils ont dit que la part des crédits n'était plus aussi forte. Il faut imputer ce phénomène à l'absence de ministère de l'Expansion économique régionale dont la mission était de s'assurer que les intérêts et les problèmes des habitants des régions étaient pris en compte.

Encore une fois, il ne faut pas imputer cet état de choses aux seuls conservateurs. Le gouvernement libéral a eu sa part de responsabilité en réduisant le volume des crédits destinés à favoriser l'essor économique des régions.

Avant de terminer, puisque j'ai promis à un député libéral de lui laisser la parole avant la fin du débat, je voudrais aborder une autre question concernant la région atlantique. Si je suis allé assister à la Conférence des premiers ministres, c'est notamment parce que le gouvernement avait annoncé dans le budget son intention de réduire de 2 milliards de dollars par an ses dépenses en paiements de transfert qui procurent l'argent destiné à l'enseignement postsecondaire et au régime d'assurance-maladie.